

LES FRONTIÈRES DU FRONT : ANALYSE SUR LA DYNAMIQUE FRONTISTE EN MILIEU PERI-URBAIN

Récemment publiés

» N°101 : Le pessimisme des Français en question

» N°100 : Les fermetures de sites industriels : quel impact sur le vote FN ?

» N°99 : Pourquoi la Bretagne s'enflamme ?

» N°98 : Le positionnement politique des Gays après la promulgation de la loi sur le mariage pour tous

» N°97 : Cantonale partielle de Brignolles : la poussée frontiste fait sauter les verrous

» N°96 : L'opinion et l'intervention en Syrie : de l'opposition au mécontentement

» N°95 : L'électorat de l'UDI : plus proche de l'UMP ou du Modem ?

» N°94 : 2009-2013 : Le Front de Gauche à l'épreuve des urnes

» N°93 : Réforme de la justice : les attentes des Français

» N°92 : Front du Nord, Front du Sud

» N°91 : L'opinion publique face aux violences urbaines : une demande de sévérité accrue

» N°90 : Les Français et l'Europe : un divorce en trompe-l'œil

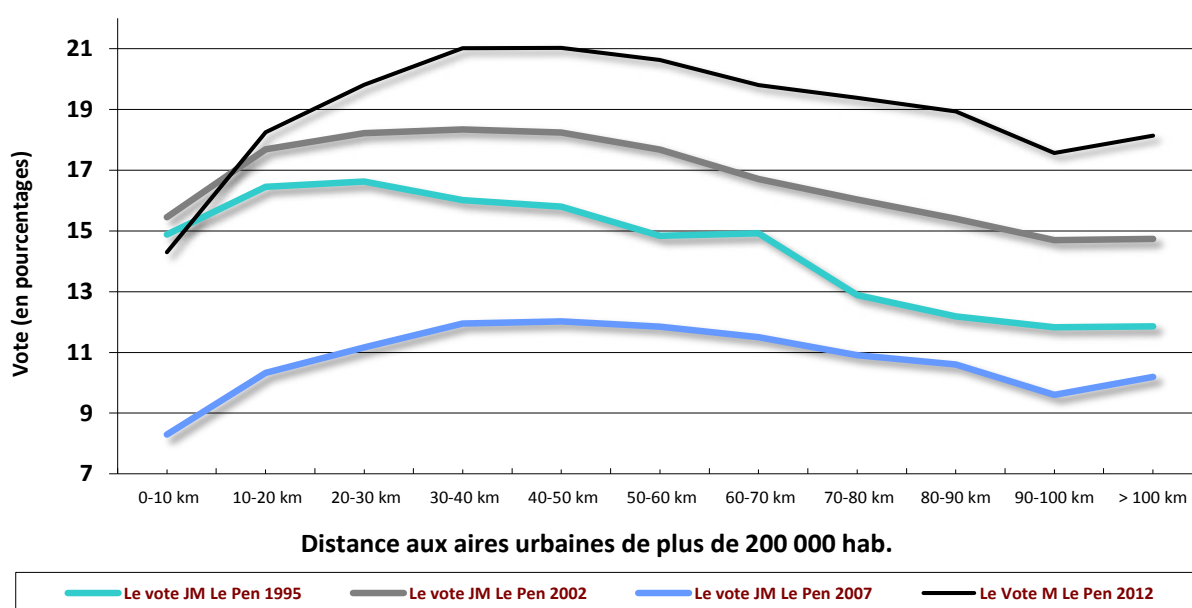
» N°89 : Wallons, Suisses romands et Français : une étonnante communauté de pensée

» En matière de géographie électorale, les résultats de la dernière élection présidentielle ont montré que si le clivage gauche/droite continuait d'être plus ou moins structuré sur une base régionale, la prise en compte du lieu de résidence et plus particulièrement de la distance à la grande agglomération la plus proche ou la moins éloignée apparaissait aussi importante pour bien appréhender le vote. Au cours des trente dernières années, la géographie sociale de notre pays a été en effet profondément modifiée sous l'effet de l'étalement urbain et de la péri-urbanisation. Des pans entiers des catégories populaires ont progressivement quitté les grandes agglomérations pour s'installer dans les zones pavillonnaires du péri-urbain par un phénomène de relégation subie (la hausse de l'immobilier dans les métropoles les conduisant à s'installer ou à devenir propriétaires dans des zones plus abordables et donc toujours plus éloignées des centres) ou choisie (on fuit la grande ville, sa banlieue et ses nuisances notamment la délinquance). Parallèlement à cela, les grandes villes ont vu s'accroître la population issue de l'immigration dans leurs quartiers populaires et concentrent un nombre très important de cadres et professions intellectuelles. Dans ce nouveau paysage social, le « gradient d'urbanité » c'est-à-dire la distance qui sépare la commune de résidence de la grande agglomération (de plus de 200 000 habitants) la plus proche a une incidence électorale de plus en plus forte. C'est notamment le cas pour le FN dont le vote est fortement (et de plus en plus) structuré selon ce critère.

1. Le grand péri-urbain : terre d'élection du vote frontiste

On a ainsi constaté au premier tour de la présidentielle (cf graphique 1) un sur-vote et une poussée frontiste très significative dans le grand péri-urbain (regroupant les communes rurales et les petites villes situées entre 30 et 50 Km des grandes agglomérations) et inversement des scores très nettement inférieurs à la moyenne et en recul pour Marine Le Pen dans les métropoles. Tout se passe comme si en 2012, la structuration du vote frontiste avait été encore davantage que par le passé polarisée selon une logique spatiale avec des votes assez faibles (et en baisse) dans les grandes villes et leurs premières couronnes puis des scores les plus élevés (et en hausse) dans le péri-urbain et enfin des niveaux un peu moins importants (eux aussi en progression) dans les espaces les plus éloignés.

Graphique 1 : Comparaison du vote FN au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 à 2012 en fonction de la distance au cœur des aires urbaines de plus de 200 000 habitants.



Plus que jamais, le cœur des grandes agglomérations ressort comme l'espace le plus réfractaire au vote Le Pen (14,8 % en moyenne en 2012, en recul de 1,5 par rapport à 2002), qui prospère en revanche de plus en plus dans le grand péri-urbain. Dans les territoires situés entre 30 et 50 km des grandes agglomérations, le niveau du vote Marine Le Pen s'établit en moyenne à 21 % quand son père n'y obtenait « que » 18 % en 2002 et 16,5 % en 1995. Ce développement régulier et cet enracinement du vote lepéniste dans le péri-urbain depuis l'élection présidentielle de 1995 (scrutin atypique de 2007, mis à part) se retrouve également dans les zones rurales encore plus éloignées.

1995-2012 : L'évolution du vote FN au premier tour de l'élection présidentielle dans la France rurale

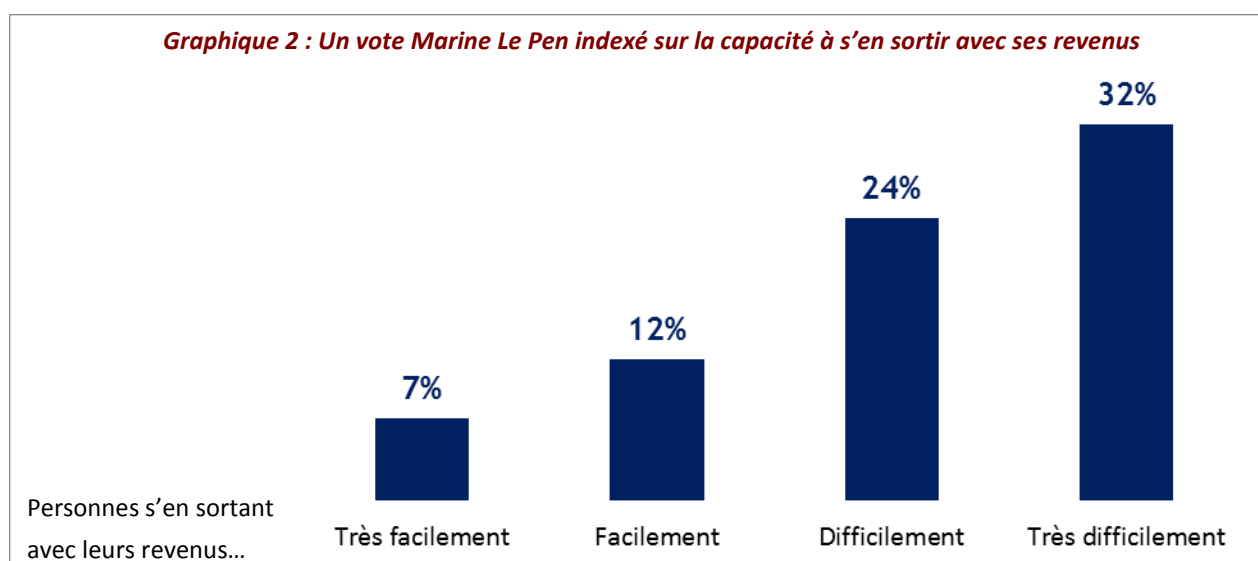
Distance aux grandes agglomérations	Score FN dans la strate en 1995	Score FN dans la strate en 2002	Score FN dans la strate en 2012	Evolution 1995-2012
50-60 km	14,8	17,7	20,6	+5,8
60-70 km	14,9	16,7	19,8	+4,9
70-80 km	12,9	16	19,4	+6,5
80-90 km	12,2	15,4	18,9	+6,7
90-100 km	11,8	14,7	17,6	+5,8
+ de 100 km	11,9	14,7	18,1	+6,2
France entière	15	16,9	17,9	+2,9

Si les progressions sont assez spectaculaires en milieu rural sur la longue durée, le graphique 1 montre néanmoins que c'est dans le grand péri-urbain que le niveau de vote FN est en 2012, comme lors des scrutins passés, le plus élevé. Il convient dès lors de s'interroger sur l'origine de ce sur-vote FN dans le grand péri-urbain. Pour ce faire, nous testerons successivement différentes hypothèses en prenant en compte à la fois la structure et la composition de ces populations mais aussi l'impact de facteurs comme l'insécurité ou le taux de chômage. Nous aborderons également la question de l'aménagement du territoire qui nous apparaît fondamentale dans la mesure où le développement du vote FN semble suivre la progression de l'urbanisation ; les marges extrêmes et avancées de cette urbanisation constituant la « nouvelle frontière » du FN.

2. Le sur vote FN en zone péri-urbaine, simple traduction de la surreprésentation des milieux populaires ?

La première hypothèse qui mérite d'être testée est la suivante : le survote FN dans ces espaces s'explique-t-il par un effet de structure, c'est-à-dire par le fait que les milieux populaires (qui ont constitué les catégories ayant le plus fortement voté pour Marine Le Pen) soient sur-représentés dans ces territoires ? Ou/et est-ce que le vote en faveur de Marine Le Pen est plus particulièrement prononcé parmi les ouvriers et employés dans ces zones qu'ailleurs ?

Rappelons tout d'abord que d'après un sondage Ifop réalisé le jour du premier tour, Marine Le Pen a atteint 33 % parmi les ouvriers et 28 % parmi les employés. C'est dans ces deux groupes qu'elle obtient ses meilleurs résultats (en comparaison : 13 % parmi les professions libérales et cadres supérieurs par exemple) et elle y termine en tête (à égalité, il est vrai, avec François Hollande chez les employés). Cette forte audience du FN dans les milieux populaires, mesurée à l'aune de catégories objectives, apparaît également si l'on considère des catégories subjectives. Toujours selon le même sondage, le score de la candidate du FN est en effet parfaitement corrélé avec les difficultés ressenties pour s'en sortir avec les revenus de son foyer : 7 % parmi ceux qui s'en sortent « très facilement » contre 32 % auprès de ceux qui s'en sortent « très difficilement ».



On note également que parmi les personnes qui déclarent s'en sortir « très difficilement » avec leurs revenus, c'est Marine Le Pen qui arrive en tête avec 32 % devant François Hollande (24 %), et Jean-Luc Mélenchon et Nicolas Sarkozy (15 % chacun). Le vote des milieux populaires et des catégories rencontrant des difficultés constitue donc bien la composante principale du vote FN au plan national. Or l'analyse détaillée montre que les espaces, qu'on a appelé le grand péri-urbain (regroupant des communes péri-urbaines, mais aussi des petites villes ou des communes rurales mais se situant entre 30 et 50 km d'une aire urbaine importante) se caractérisent, à la fois par la proportion la plus élevée d'ouvriers et d'employés de toutes les strates de notre gradient d'urbanité, mais aussi par un vote FN de ces catégories populaires plus élevé que la moyenne : 32 % des ouvriers et employés habitant dans un rayon de 30 à 40 kilomètres et 34,9 % de ceux résidant dans la strate suivante (40 à 50 km) ont voté pour Marine Le Pen contre 28,9 % en moyenne.

**Le poids des catégories populaires et leur niveau de vote en faveur de Marine Le Pen
dans les différentes strates de communes**

Distance aux grandes agglomérations	Proportion d'ouvriers et d'employés dans la population de la strate	Score FN parmi les ouvriers et employés de la strate en 2012
0-10 km	24	24,7
10-20 km	28,4	30,7
20-30 km	28,5	29,6
30-40 km	33	32
40-50 km	32,2	34,8
50-60 km	32	29,1
60-70 km	31	26,9
70-80 km	30,3	31
+ de 80 km	31	28
France entière	28,3	28,9

Afin de disposer de bases statistiques suffisantes sur les employés et ouvriers, nous avons regroupé les trois dernières strates les moins peuplées en une seule : + de 80 km de distance d'une grande agglomération

C'est donc l'effet cumulé de ces deux facteurs qui contribue au fait que Marine Le Pen ait enregistré ses meilleurs résultats dans ces lieux bien spécifiques. Le sur-vote des catégories populaires en faveur du FN renvoie à un certain nombre de difficultés existant dans ces territoires : niveau de revenu assez faible, fragilité du tissu économique local concentrant l'emploi sur un nombre restreint d'entreprises (et donc un impact important en cas de fermeture d'un site¹, les salariés ayant plus de difficultés à retrouver un emploi que dans les grandes agglomérations), forte dépendance de ces populations à la hausse des prix du carburant, progression de la petite délinquance et disparition de certains services publics. A cela s'ajoute les conséquences de la relégation subie et choisie (volonté de se mettre à distance de la grande ville) et la peur « d'être rattrapé par la banlieue », angoisse qui taraude ces milieux populaires du grand péri-urbain. Si ces derniers souffrent souvent d'être à trop grande distance de la grande ville (frais et durée de transport importants, moindre présence ou moindre qualité des services publics sur place, engendrant souvent le sentiment d'être des citoyens de seconde zone), ils craignent dans le même temps que les nuisances urbaines en termes de délinquance ou de cohabitation avec des « populations à problèmes » (immigrés ou bénéficiaires des aides sociales) ne se propagent et se diffusent progressivement jusqu'à eux².

¹ Cf Ifop Focus n°100 – *Les fermetures de sites industriels : quel impact sur le vote FN ?*

² Les habitants de ces territoires vivant leur rapport à la ville selon la formule « trop éloignés pour bénéficier de ses avantages mais suffisamment proches pour en subir les désagréments ».

3. Un vote FN amplifié dans les zones péri-urbaines exposées à une délinquance importante

Il nous semble particulièrement intéressant de reprendre cette grille de lecture et de compréhension d'un fait social, à savoir la diffusion de la délinquance par un processus de contagion et d'irradiation à partir d'un centre ou d'un point chaud qui seraient les grandes métropoles. D'une part, parce que cette grille d'interprétation est largement utilisée par les habitants de ces zones péri-urbaines pour expliquer et donner du sens à certains aspects de leur vécu quotidien. D'autre part, car cette représentation renvoie à un certain nombre d'éléments du discours frontiste, qui accorde on le sait une place très importante à la question de l'insécurité. Cette correspondance entre une représentation collective des habitants du péri-urbain et la « vision du monde » développée par le FN peut constituer un puissant déterminant du vote lepéniste dans ces territoires sur la logique de « l'empathie du point de vue » chère au sociologue Alain Mergier³. De nombreux électeurs frontistes nous ont en effet expliqué leur vote notamment par le fait que *« Marine Le Pen était la seule à parler de leurs problèmes quotidiens et la seule qui semblait comprendre leur situation alors que les autres candidats tenaient des discours leur apparaissant totalement décalés par rapport à leur vécu quotidien et pour tout dire hors-sol »*.

Enfin, un troisième élément plaide en faveur du recours à cette approche de ces faits sociaux (délinquance et vote FN) en termes de logiques de diffusion : c'est l'existence de frontières assez nettes opposant des territoires à fort vote FN à des espaces, distants seulement de 20 ou 30 kilomètres, beaucoup plus réfractaires à ce parti. L'analyse des cartes du vote FN à chaque scrutin national fait ressortir ce phénomène de cassure avec un front de diffusion du vote FN venant spectaculairement se briser toujours sur les mêmes lignes de résistance. Si ces « frontières du Front » sont depuis longtemps assez bien identifiées, les éléments permettant de les expliquer l'étaient moins. On avançait parfois pour certaines d'entre elles l'existence d'un fort différentiel en matière de délinquance mais l'accès aux statistiques de la délinquance à un niveau infra-départemental était quasiment impossible, d'où une incapacité à valider cette hypothèse. Or *l'Express* a récemment publié et mis en ligne⁴ ce type de données pour toutes les circonscriptions de police et de gendarmerie de France, avec, élément absolument décisif, une déclinaison au niveau communal car l'auteur de cette enquête a enfin eu accès à la définition du découpage géographique de chacune de ces circonscriptions de sécurité publique, information stratégique qui n'avait pour l'heure jamais été communiquée par les pouvoirs publics...

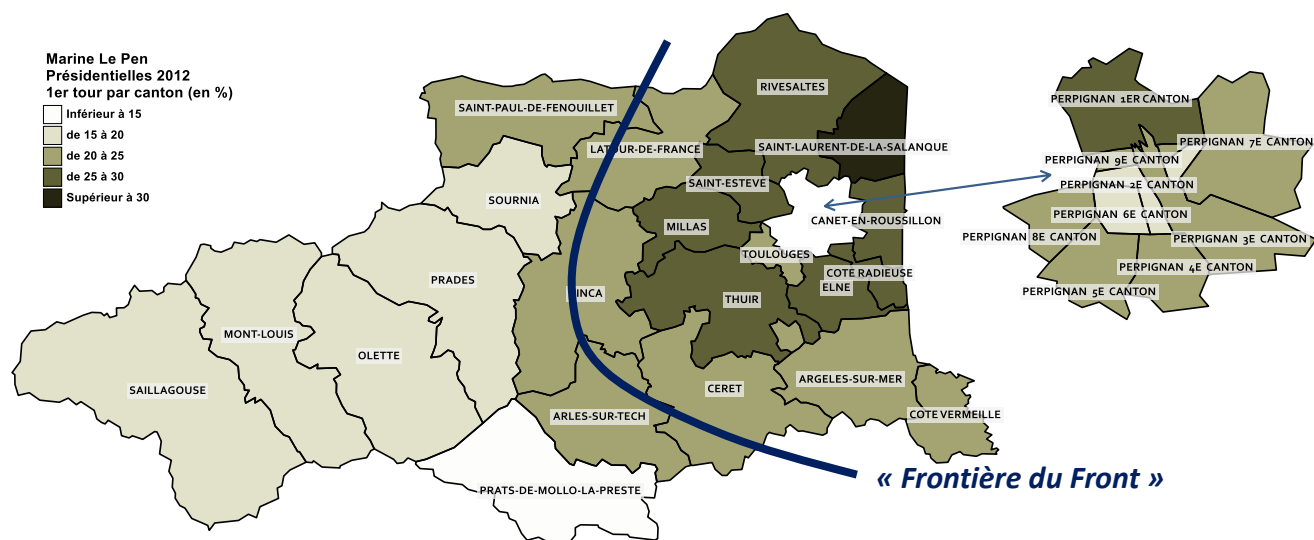
Sur cette base, l'Ifop a donc pu, pour chacune de ces circonscriptions de sécurité publique, recalculer après un gros travail⁵, d'une part un niveau de délinquance global en agrégeant les cinq indicateurs fournis par l'étude de *l'Express* (les violences aux personnes, les atteintes aux biens, les violences physiques crapuleuses, les cambriolages et les vols d'automobiles exprimés en nombre de faits pour 1000 habitants), et d'autre part le score obtenu par les différents candidats à la présidentielle dans chacun de ces territoires. La dynamique frontiste dans l'espace péri-urbain étant l'objet de cette note, nous nous sommes donc concentrés sur les circonscriptions dépendant de la gendarmerie qui couvrent ces territoires péri-urbains ainsi que les zones plus rurales. Notre attention s'est notamment portée sur deux cas emblématiques de « frontières du Front » au niveau desquelles on passe d'un vote FN élevé à un vote nettement moins important en quelques kilomètres seulement. Il s'agit d'une part de la « ligne de démarcation » opposant le littoral languedocien et catalan à son arrière-pays (commençant à une quarantaine ou cinquante de kilomètres de la côte) et d'autre part de la « ligne de démarcation » séparant l'ouest intérieur (commençant à l'ouest de l'Orne et en Mayenne) des marches extrêmes du grand bassin parisien (Perche et la majeure partie de la Sarthe).

³ Cf par exemple « *Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires* » - Fondation Jean Jaurès. Septembre 2011

⁴ http://www.lexpress.fr/actualite/societe/insecurite-le-palmares-des-villes-de-france_1300974.html

⁵ Remerciements à Jean-Philippe Dubrulle pour ce gros travail sur ces nombreux fichiers

La « frontière du Front » dans les Pyrénées-Orientales : un exemple marqué d'un vote géographiquement très contrasté⁶



Comme le montrent les tableaux suivants, la très nette différence d'intensité du vote FN sur des territoires pourtant proches voire contigus correspond bien à des niveaux de délinquance eux-aussi très différents.

Le vote pour Marine Le Pen sur le littoral et l'arrière-pays en Languedoc-Roussillon

Littoral languedocien et catalan		Arrière-pays	
Compagnie de gendarmerie de Rivesaltes (66)	27,9%	Compagnie de gendarmerie de Prades (66)	18,8%
Compagnie de gendarmerie de Narbonne (11)	25,7%	Compagnie de gendarmerie de Limoux (11)	20,1%
Compagnie de gendarmerie de Pézenas (34)	27,3%	Compagnie de gendarmerie de Lodève (34)	22,7%
Compagnie de gendarmerie de Nîmes (30)	31,1%	Compagnie de gendarmerie du Vigan (30)	20,9%
Compagnie de gendarmerie de Vauvert (30)	28,1%	Compagnie de gendarmerie de Florac (48)	13,3%

Le niveau de délinquance sur le littoral et dans l'arrière-pays en Languedoc-Roussillon

Littoral languedocien et catalan	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants	Arrière-pays	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants
Compagnie de gendarmerie de Rivesaltes (66)	54,3	Compagnie de gendarmerie de Prades (66)	38,7
Compagnie de gendarmerie de Narbonne (11)	49,8	Compagnie de gendarmerie de Limoux (11)	24,4
Compagnie de gendarmerie de Pézenas (34)	56,4	Compagnie de gendarmerie de Lodève (34)	38,6
Compagnie de gendarmerie de Nîmes (30)	61	Compagnie de gendarmerie du Vigan (30)	34,9
Compagnie de gendarmerie de Vauvert (30)	62,6	Compagnie de gendarmerie de Florac (48)	20

Les écarts en termes de vote pour le FN sont moins marqués dans l'ouest que dans le Languedoc-Roussillon mais on y constate également un moindre différentiel sur le niveau de délinquance de part et d'autre de cette ligne de démarcation.

⁶ La carte du vote Le Pen au niveau cantonal dans les Pyrénées-Orientales a été réalisée par la société Com1+.

Le vote pour Marine Le Pen de part et d'autre de la frontière de l'ouest intérieur

Marges extrêmes du grand bassin parisien		Ouest intérieur	
Compagnie de gendarmerie de Mortagne-au-Perche (61)	22,9%	Compagnie de gendarmerie de Domfront (61)	19,6%
Compagnie de gendarmerie de Mamers (72)	22,8%	Compagnie de gendarmerie de Mayenne (53)	16,1%
Compagnie de gendarmerie du Mans (72)	19,8%	Compagnie de gendarmerie du Laval (53)	16,7%

Le niveau de délinquance de part et d'autre de la frontière de l'ouest intérieur

Marges extrêmes du grand bassin parisien	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants	Ouest intérieur	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants
Compagnie de gendarmerie de Mortagne-au-Perche (61)	26,4	Compagnie de gendarmerie de Domfront (61)	18,5
Compagnie de gendarmerie de Mamers (72)	23,8	Compagnie de gendarmerie de Mayenne (53)	19,1
Compagnie de gendarmerie du Mans (72)	24,5	Compagnie de gendarmerie du Laval (53)	18,9

Ceci tendrait donc à penser que d'une manière générale en milieu rural et péri-urbain, le vote FN est assez lié au niveau de délinquance enregistré par les services de gendarmerie. Pour valider cette hypothèse, nous avons calculé le score obtenu par Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle dans chacune des circonscriptions de sécurité publique située en zone gendarmerie puis nous avons trié ces dernières en fonction de leur niveau de criminalité. Le tableau ci-dessous présente les résultats que nous avons obtenus et fait apparaître une relation assez linéaire entre le taux de criminalité et le vote FN en zone gendarmerie⁷.

Le vote en faveur de différents candidats au premier tour en 2012 en fonction du niveau de délinquance enregistré dans la compagnie de gendarmerie

Niveau de délinquance enregistré dans la compagnie de gendarmerie	Score de Marine Le Pen	Score de Nicolas Sarkozy	Score de François Hollande
Compagnie de gendarmerie où le nombre de crimes et délits est <u>inférieur à 18 pour 1000 habitants</u> (37 cas)	18,5%	26,4%	27,6%
Compagnie de gendarmerie où le nombre de crimes et délits est <u>compris entre 18 et 23 pour 1000 habitants</u> (77 cas)	18,8%	26,5%	27,4%
Compagnie de gendarmerie où le nombre de crimes et délits est <u>compris entre 23 et 28 pour 1000 habitants</u> (79 cas)	20,7%	27%	26%
Compagnie de gendarmerie où le nombre de crimes et délits est <u>compris entre 28 et 37 pour 1000 habitants</u> (81 cas)	20,6%	28%	25,5%
Compagnie de gendarmerie où le nombre de crimes et délits est <u>compris entre 37 et 53 pour 1000 habitants</u> (75 cas)	21,2%	27,7%	24,9%
Compagnie de gendarmerie où le nombre de crimes et délits est <u>supérieur à 53 pour 1000 habitants</u> (14 cas)	24%	29,8%	22,5%

⁷ Cette relation observée en zone gendarmerie entre niveau de délinquance et vote FN ne se vérifie pas en zone police. En milieu urbain, même si le niveau de délinquance influe sans doute sur le vote, les comportements électoraux sont beaucoup plus structurés par les clivages sociaux et parfois ethniques nettement plus marqués qu'en milieu péri-urbain.

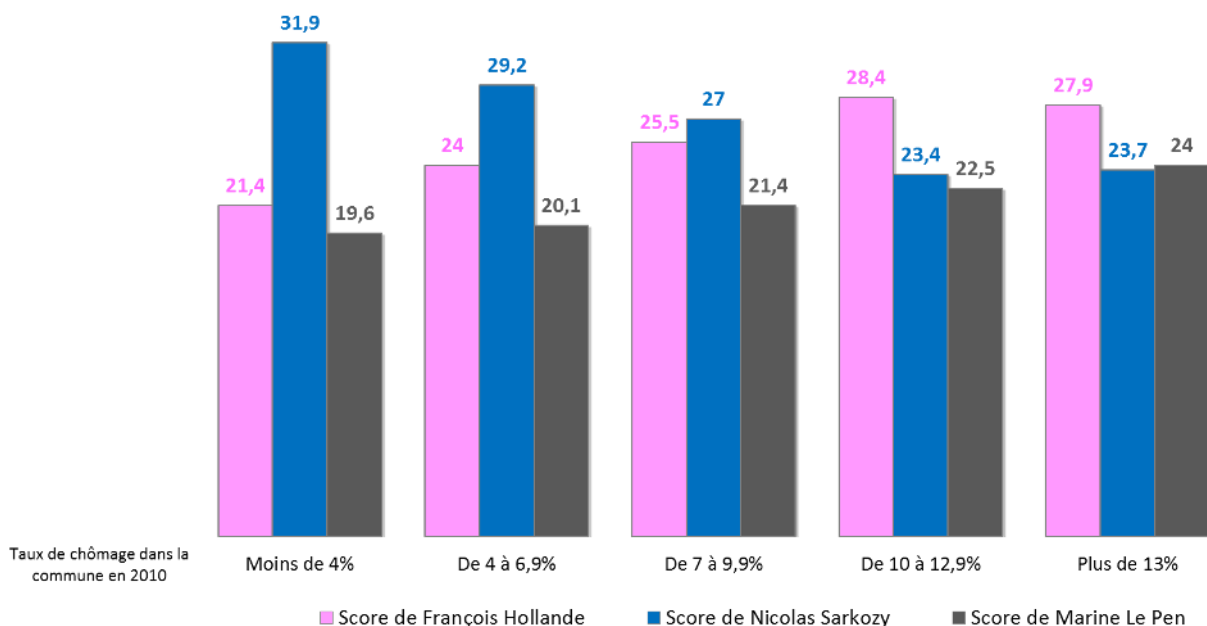
En moyenne, plus le nombre de crimes et délits est important dans le territoire d'une compagnie de gendarmerie et plus le vote en faveur de Marine Le Pen y est élevé. Le niveau de la délinquance (sujet sur lequel le FN s'est positionné depuis plus de 30 ans) semble donc bien être un des ressorts du vote frontiste dans la France péri-urbaine et rurale. La relation entre les deux variables n'est pas pour autant mécanique et linéaire. On observe en effet des effets de seuil comme si l'accroissement significatif de ce vote ne se produisait qu'à partir du moment où des paliers (correspondant à des « seuils de tolérance » vis-à-vis de la petite et moyenne délinquance) seraient franchis. On notera également que Nicolas Sarkozy, qui avait lui aussi martelé sur le thème de la lutte contre l'insécurité depuis près de 10 ans, a vu son score être également indexé (mais de manière moins forte) sur le taux de délinquance déclaré. Le vote en faveur de François Hollande évoluait quant à lui strictement dans le sens inverse⁸.

En d'autres termes, les zones péri-urbaines et rurales protégées de la délinquance ont plutôt eu tendance à voter pour le nouveau Président quand les territoires les plus exposés ont eu une propension plus grande à voter pour Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen au premier tour.

4. Les territoires péri-urbains touchés par le chômage plus réceptifs au discours frontiste.

Cette dernière a également bénéficié électoralement en zone péri-urbaine d'un autre fléau : le chômage. Si l'on se concentre sur les communes situées entre 30 et 50 kms d'une grande agglomération, on constate en effet que plus le taux de chômage (données 2010) était important dans une commune et plus le vote pour Marine Le Pen a eu tendance à être élevé. Tout comme pour la délinquance, l'incidence du chômage sur le vote frontiste est loin d'être négligeable puisque le score pour Marine Le Pen passe de 19,6% dans les communes péri-urbaines en situation de plein emploi (moins de 4% de chômeurs) à 24% dans les communes les plus frappées (plus de 13% de chômeurs).

Graphique 3 : Le score des trois principaux candidats à la présidentielle de 2012 en fonction du taux de chômage dans les communes péri-urbaines (situées entre 30 et 50 km d'une grande agglomération)



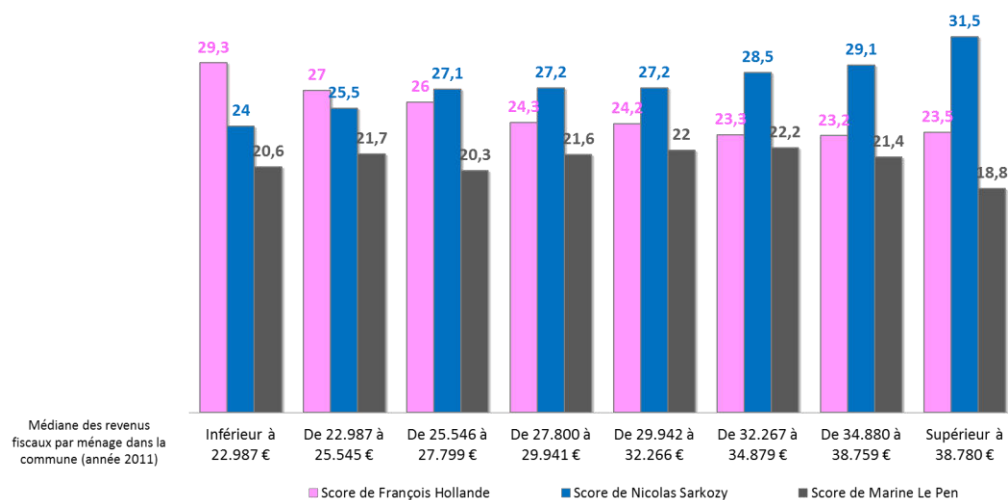
Deux remarques s'imposent néanmoins, d'une part, si le vote FN apparaît bien corrélé avec le niveau de chômage, l'existence d'un taux de chômage élevé a « seulement » amplifié significativement la propension

⁸ Signe que le niveau de criminalité a bien joué un rôle significatif dans les résultats de cette élection.

pré-existante à voter pour Marine Le Pen en milieu péri-urbain. Car en effet, même en quasi absence de chômage, la leader du FN a quand même enregistré des scores de près de 20%, signe que ce vote se nourrit d'autres ingrédients et qu'un taux de chômage élevé (tout comme une forte délinquance) va seulement jouer localement le rôle de « booster » permettant à ce vote d'atteindre ou de dépasser le seuil des 25% dans certaines zones péri-urbaines. D'autre part, il est intéressant de souligner que si le vote Le Pen, tout comme le vote Sarkozy, évolue positivement en fonction du niveau de délinquance, en revanche c'est avec le vote Hollande que le vote Le Pen partage une corrélation positive avec la variable du taux de chômage (alors que la corrélation entre vote Sarkozy et taux de chômage est négative).

Ceci démontre bien la nature assez hybride du vote FN qui peut répondre à des motivations « de droite » (l'inquiétude et le mécontentement face à la délinquance) mais aussi émaner de territoires touchés par la crise et votant traditionnellement plutôt à gauche. Cette capacité du FN à « marcher sur deux pieds » a été renforcée par la stratégie retenue par Marine Le Pen et par la tonalité plus sociale donnée à son discours qui lui a permis de toucher un public plus divers. Cet aspect sociologiquement assez composite de l'électorat frontiste ressort également de l'analyse des votes en fonction des revenus fiscaux dans les communes péri-urbaines. Alors que les votes Hollande et Sarkozy ont été assez nettement indexés (négativement pour le premier et positivement pour le second) sur cette variable structurante du clivage gauche/droite, le graphique suivant démontre une absence de corrélation concernant le vote FN qui a pu provenir autant de communes pauvres que de communes aisées (la strate de communes péri-urbaines la plus riche votant néanmoins un peu moins FN que les autres).

Graphique 4 : Le score des trois principaux candidats à la présidentielle de 2012 en fonction des revenus fiscaux des ménages dans les communes (situées entre 30 et 50 km d'une grande agglomération)

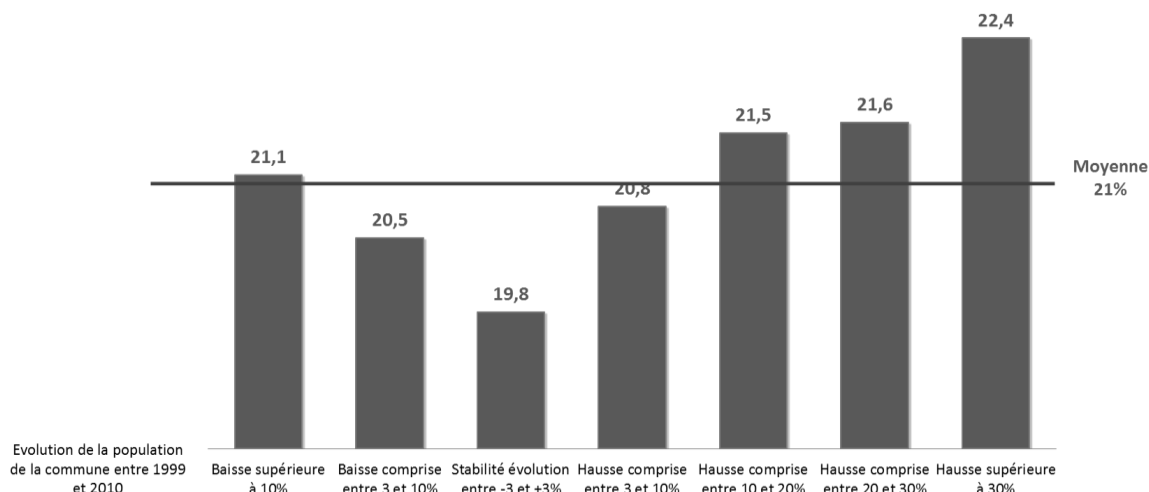


5. Un sur-vote FN dans les communes péri-urbaines ayant connu un afflux de population et dans celles situées à l'écart des axes de communication

Si l'insécurité et le chômage n'expliquent qu'en partie ce vote, c'est que d'autres facteurs contribuent également au développement du vote FN en milieu péri-urbain. On sait qu'au cours des 25 dernières années bon nombre de ces espaces ont été marqués par une forte dynamique démographique, de nombreuses constructions et lotissements surgissant de terres à 30, puis 40 et 50 kilomètres du cœur des grandes métropoles. Afin de mesurer les effets induits de cette modification démographique sur la sociologie électorale péri-urbaine et de valider l'explication du vote FN par un phénomène de double-relégation (subie et choisie) faisant jouer un rôle important aux logiques résidentielles, nous avons trié

toutes les communes se situant entre 30 et 50 kms du cœur d'une grande agglomération en fonction de l'évolution de leur population entre les recensements de 1999 et 2010. Puis nous avons calculé le score moyen obtenu par Marine Le Pen dans chacune des strates de communes définies. Comme le montre le tableau suivant, si le vote FN est identique à la moyenne dans les communes ayant été victimes d'une chute de leur population, ce vote apparaît corrélé avec l'ampleur de la dynamique démographique.

Graphique 5 : Le score de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle en fonction de l'évolution démographique des communes péri-urbaines entre 1999 et 2010



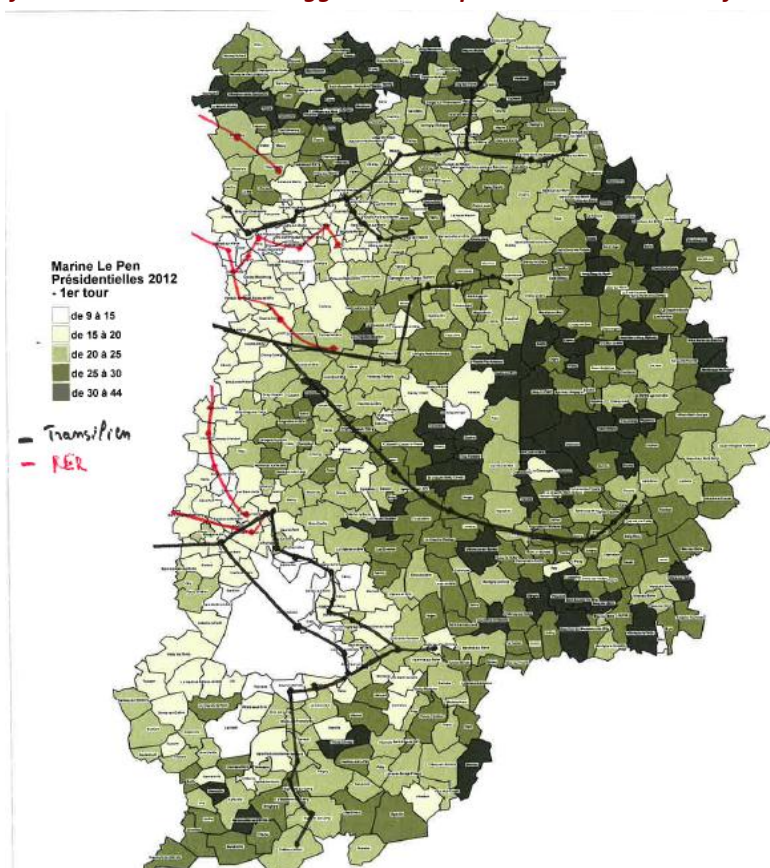
C'est en effet dans les communes péri-urbaines dont les populations ont le plus augmenté (gain supérieur à 30% entre 1999 et 2010) que Marine Le Pen a surperformé. Cet accroissement très rapide et massif de population a essentiellement été causé par l'arrivée de populations nouvelles et non par l'accroissement naturel. Il s'est traduit par des modifications profondes à la fois de la morphologie de ces communes (avec l'apparition de quartiers entiers le plus souvent pavillonnaires) mais aussi de la sociologie et de l'identité de ces villages ou petites villes qui sont devenues « dortoirs » en accueillant plus d'un tiers de nouveaux habitants supplémentaires provenant et travaillant dans la métropole régionale. Ces mutations ont été très brutales puisque cet accroissement de la population s'est produit en moins de 15 ans et on peut penser que cela n'a pas été sans conséquence sur l'état de l'opinion locale. D'une part, le corps électoral a été modifié en profondeur par l'arrivée de plus de 30% d'électeurs supplémentaires, au profil et au parcours assez typés (pour une bonne part des employés ou ouvriers ayant quitté la grande métropole) et d'autre part, les « autochtones » ont pu se sentir dépossédés de leur commune et de leur identité par cet afflux massif. Ce sentiment de dépossession éprouvé par une partie des habitants de « souche » associé à l'apport de voix frontistes provenant d'une partie des nouveaux arrivants explique le survote FN dans ces communes péri-urbaines les plus concernées par le phénomène de rurbanisation et d'afflux de population.

La mise en regard des données du recensement avec les résultats électoraux a permis d'identifier dans l'espace péri-urbain un profil de communes (celles ayant connu une forte dynamique démographique au cours des dernières années) dans lesquelles le vote frontiste était encore plus puissant. L'analyse cartographique fait apparaître de manière assez récurrente un autre type de communes produisant un survote lepéniste significatif. Il s'agit des communes situées à l'écart des grands axes de circulation. Les exemples de la Seine-et-Marne et de la Loire-Atlantique montrent en effet qu'une commune non desservie par une voie ferrée (RER ou Transilien pour la Seine-et-Marne) ou une route importante (dans le cas de la

Loire-Atlantique) a eu tendance à davantage voter pour Marine Le Pen qu'une commune pourtant aussi éloignée à vol d'oiseau de la grande agglomération mais située sur un axe.

Si l'on observe la carte de la Seine-et-Marne⁹, on retrouve une structuration du vote FN en fonction de la distance à l'agglomération parisienne avec des votes qui gagent en intensité au fur et à mesure que l'on progresse vers l'est. Mais en faisant apparaître les tracés et les gares du RER et des Transiliens, on voit également que le vote FN est structuré par ces infrastructures. Les communes desservies ou bordant le RER (autour de Marne-la-Vallée ou Savigny-le-Temple) affichent en effet les plus faibles taux de vote FN du département et de la même façon, d'une manière générale, les communes situées sur l'axe d'un Transilien (autour de Fontainebleau notamment) ont voté au maximum à 20 % pour Marine Le Pen. A l'inverse, les blocs de communes non irrigués par les réseaux ferroviaires (nord du département, communes situées au nord de Nangis et Provins, canton de Bray) ressortent tous en foncé sur la carte avec des votes FN oscillant en 30 et 44 %.

***Le vote en faveur de Marine Le Pen en Seine-et-Marne :
influence de la distance à l'agglomération parisienne et du réseau ferroviaire***



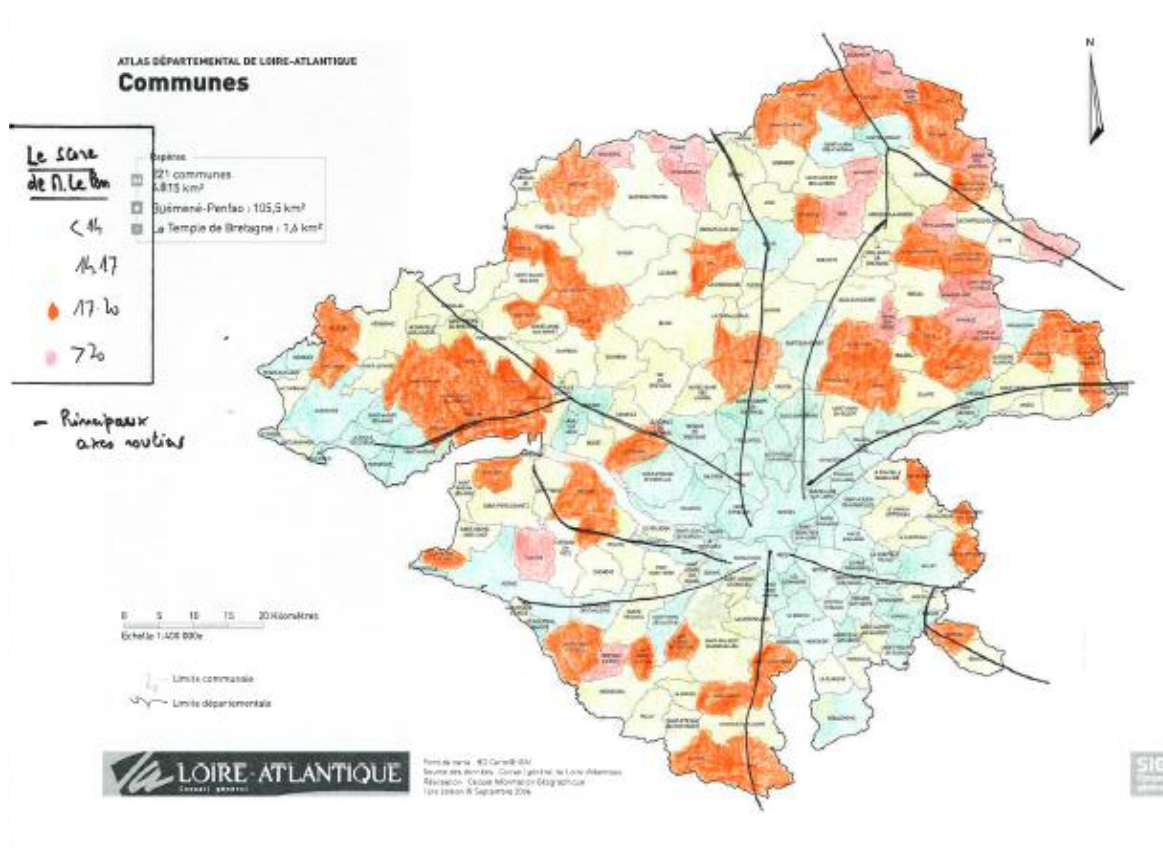
Le sur-vote FN dans les communes éloignées d'un axe ferroviaire ou traversées mais non desservies par une gare s'explique sans doute en partie avec le prix du foncier. Le coût de l'immobilier est en général moins élevé dans ces communes non desservies qui accueillent du coup des ménages aux moyens plus modestes. Le sentiment d'isolement voire de relégation (bon nombre de ces habitants se sentant considérés comme des citoyens de seconde zone par les pouvoirs publics) et la dépendance à la voiture y sont encore plus forts que dans les communes péri-urbaines mieux placées sur les grands axes. Marine Le Pen et ses conseillers ont parfaitement cerné le profil psychologique de cet électorat populaire du péri-urbain et c'est souvent d'abord à eux les fameux « invisibles » qu'elle s'est adressée durant la campagne en calibrant très clairement ses propos sur les attentes et les difficultés quotidiennes de cette population comme en

⁹ La carte du vote FN au niveau communal en Seine-et-Marne a été réalisée par la société Com1+.

témoigne par exemple l'attention particulière portée au tarif des carburants revenant régulièrement dans ses discours et interventions : « *Ce sont d'abord les prix indécents de l'essence, ces prix qui ne cessent d'augmenter, qui étranglent les agriculteurs, les pêcheurs, les artisans mais aussi les familles condamnées à choisir entre la cuve de fioul du chauffage et le réservoir de la voiture. Chaque hausse du carburant rogne encore sur les revenus de ceux qui travaillent, sur le budget de familles qui n'ont d'autres choix que de se serrer la ceinture pour continuer à utiliser leur voiture, véhicules d'autant plus indispensables que l'offre de transport en commun est insuffisante* ». Marine Le Pen. Discours de Merdrignac – 20 avril 2012.

Cette très forte sensibilité au prix des carburants, du fait d'une distance plus grande à parcourir ou de la nécessité de recourir à la voiture individuelle en absence d'offres de transports en commun, associée au profil très modeste de ces populations en proie à un sentiment d'abandon constituent les « boosters » supplémentaires expliquant, ailleurs en France, un vote FN encore plus élevé dans ce type de communes péri-urbaines. Le cas de la Loire-Atlantique est assez éclairant de ce point de vue puisque, sauf exceptions, une nouvelle fois, les blocs de communes ayant le plus voté pour Marine Le Pen se trouvent situés à l'écart des principaux axes routiers. Les responsables politiques soucieux de la montée du phénomène frontiste pourront désormais intégrer dans leurs réflexions stratégiques cette dimension nouvelle qui nous montre, avec les autres éléments présentés dans cette note, que la dynamique lepéniste en milieu péri-urbain repose des tendances de fond contre lesquelles il sera difficile d'agir à brève échéance.

**Le vote en faveur de Marine Le Pen en Loire-Atlantique :
influence de la distance à l'agglomération parisienne et du réseau routier**



Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com